Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lutte-armee-et-realites-du-conflit-colombien>

Lutte armée et réalités du conflit colombien

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 9 mai 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Entretien avec Maurice Lemoine, journaliste et rédacteur en chef adjoint au Monde diplomatique.

Par Frédéric Lévêque, Isabelle Dos Reis

Risal, 9 mai 2005

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-444.jpg>] Une des conséquences de l'enlèvement de la sénatrice et ancienne candidate à la présidence de la Colombie, Ingrid Betancourt, a été, en Belgique et en France tout particulièrement, de sensibiliser à la dure réalité colombienne plusieurs milliers de personnes [1] qui n'avaient que peu de notions du conflit interne colombien, vieux de près de 50 ans. Le kidnapping en février 2002 de la sénatrice a également déclenché un phénomène médiatique puisque l'on ne compte plus aujourd'hui les reportages, les articles et les hommages rendus au combat de Mme Betancourt. Même si sa famille mène un courageux combat et dénonce à juste titre la politique guerrière et les sabotages du gouvernement d'Alvaro Uribe pour organiser un échange humanitaire de prisonniers, les principales responsables de la détention de la sénatrice restent évidemment les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

La principale guérilla colombienne n'a pas bonne presse. Sa stratégie de lutte pour le pouvoir est souvent considérée comme une relique d'un passé révolu depuis la chute du mur de Berlin. Ses liens - avérés selon ses critiques - avec le trafic de drogues portent atteinte à son légitime combat contre l'injustice en Colombie. Ses méthodes de lutte la rendent peu sympathique auprès des défenseurs des droits humains.

Aujourd'hui, le discours officiel, de l'administration Uribe au département d'Etat états-unien en passant par plusieurs pays européens, est de qualifier les FARC de « narcoterroristes » et de les considérer comme de vulgaires bandits ayant perdu toute légitimité politique. Une vision fort simpliste et partisane qui écarte d'un revers de la main l'évolution d'un conflit dont l'issue semble peu probable à moyen terme. Pour Maurice Lemoine, rédacteur en chef adjoint au Monde diplomatique et fin connaisseur de la réalité colombienne, « on ne peut pas expliquer l'évolution des guérillas colombiennes si on ne suit pas en même temps l'évolution du contexte colombien, ce qui veut dire que les guérillas n'ont pas évolué d'une manière endogène mais par rapport à un contexte ». Nous avons rencontré le journaliste français en avril dernier à Paris. Il nous livre des propos plutôt politiquement incorrects.

Les FARC naissent en 1964 sur le modèle des guérillas classiques de cette époque-là en Amérique latine. Alors que cette ère est révolue un peu partout sur le continent, comment expliquer que la Colombie n'ait pas vécu le même processus ?

[JPEG - 4.3 ko] **Maurice Lemoine**

Le conflit a perduré dans un pays qui a un certain nombre de caractéristiques.

La première, c'est le développement de l'industrie de la drogue puisque 80 % de la cocaïne mondiale est produite en Colombie, ce qui n'a pas toujours été vrai.

Ce ne sont pas les FARC qui ont inventé le trafic de drogues en Colombie. L'histoire est connue. Au début des années 80, la coca s'étend dans des zones sous contrôle de la guérilla, qui interdit dans un premier temps sa culture. Elle se retrouve alors en contradiction avec sa base sociale paysanne, pour qui il s'agit d'un moyen de survie.

Dans la mesure où, par ailleurs, d'importants secteurs de la classe politique et économique, de l'armée et les paramilitaires y sont impliqués, la guérilla, après un fort débat interne, estime qu'il ne s'agit plus d'un problème éthique, et qu'il doit être traité de façon pragmatique. Tout le monde « a les mains dedans », par conséquent elle ne voit pas au nom de quoi elle cracherait, et elle seule, sur cet argent - elle en a besoin pour la lutte armée.

Elle imposera, dans un premier temps, un impôt sur la coca. Il y aura même des mesures de protection des paysans cultivateurs de coca contre les trafiquants, puisque la guérilla va par exemple établir un prix plancher pour l'achat de la coca. Il y aura ensuite un impôt sur la pâte base, qui est la première étape de la transformation de la coca en cocaïne.

En gros, et je m'appuie sur les experts qui travaillent vraiment sur le thème, la guérilla colombienne, en particulier les FARC, - l'ELN est dans une situation différente puisqu'elle refuse précisément de toucher à la coca ; moyennant quoi elle procède en contrepartie à plus d'enlèvements... - n'a pas de réseau d'exportation à l'étranger. Ce ne sont pas des trafiquants au sens propre du terme.

Toutefois, bien que les FARC soient une organisation verticale, la structure de commandement ne contrôle pas tout. Il y a 60 fronts répartis dans tout le pays : évidemment, dans tel coin du pays ou tel autre, des comandantes locaux font « leurs petites affaires » et sont peut-être impliqués dans le trafic de drogues - d'autant que chaque front doit s'autofinancer.

Mais, et depuis les années 1980, les plus impliqués dans ce trafic sont les paramilitaires. Tout le monde le sait, tout le monde le dit, tout le monde l'écrit sauf que parfois, du fait de la manière assez réductrice dont les médias racontent l'histoire, on oublie de le mentionner.

Certains parlent de « narcoguérilla » ?

Avant, on parlait de la guérilla, des subversifs. Puis c'est devenu la « narcoguérilla ». Celui qui le premier a utilisé le terme est l'ambassadeur des Etats-Unis à Bogota, en 1982, Lewis Tamb. On retrouve le même Lewis Tamb, trois ans plus tard au Costa Rica, impliqué dans le financement des Contras [\[2\]](#) avec l'argent du trafic de cocaïne. Il s'est fait expulser du pays. C'est quand même rare qu'un pays centraméricain expulse un diplomate états-unien !

Le 11-Septembre arrive et maintenant, on parle de « narcoterroristes ». Il y a une instrumentalisation d'autant plus scandaleuse que le gouvernement colombien est en train de négocier avec les paramilitaires (70% des violations des droits de l'homme commises dans le pays), avec à la clé, selon ce qu'on peut observer, une impunité totale.

Et puis, il faut rappeler ceci - c'est d'ailleurs assez rarement relevé et je n'aime pas trop les procès personnels, mais dans ce cas, il y a des éléments : sur des documents du Pentagone récemment déclassifiés, le président Alvaro Uribe Vélez figure sur une liste -c'est le numéro 82 - d'hommes politiques colombiens liés au cartel de Medellin dans les années 1980. L'information peut être considérée comme crédible. Nul n'ignore qu'à l'époque où Uribe était maire de Medellin, il a collaboré avec Pablo Escobar dans le programme Medellin Sin Tugurios.

Quelles sont les autres raisons qui expliquent la persistance du conflit ?

La seconde caractéristique, c'est la persistance, dans un modèle de démocratie formelle, d'une impossibilité totale, jusqu'à preuve du contraire, de participation de secteurs démocratiques contestant le modèle économique et social. Le meilleur exemple, qu'on oublie souvent de mentionner quand on parle de la Colombie, c'est l'épisode de l'Union patriotique. Dans le cadre d'accords de négociations signé le 28 mars 1984 entre le président Belisario Betancur [\[3\]](#) - aucun lien de parenté avec la sénatrice - et les FARC, le parti politique Union patriotique fut créé et ensuite exterminé. Le nombre de victimes est estimé à 3.000 : dirigeants, sympathisants, militants et candidats présidentiels.

On va me rétorquer que tout cela date d'il y a vingt ans, mais si on ne prend pas en compte cet épisode, on ne peut pas comprendre ce que l'on pourrait qualifier comme la pugnacité, la radicalité, y compris, parfois, la cruauté des FARC.

On ne peut pas sortir de l'histoire du contexte. Ce n'est pas facile parce que le conflit colombien est devenu quasiment indéchiffrable. Compte tenu de tous les éléments qui y sont imbriqués, il n'y a pas une guerre mais de multiples guerres. Le conflit est devenu un écheveau tellement compliqué et a atteint un tel niveau d'atrocité que l'on ne sait plus qui a commencé, qui sont les bons, qui sont les méchants.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont inscrit les FARC sur leur liste respective d'organisations terroristes. Qu'en penses-tu ?

On peut critiquer et même on doit condamner les méthodes de la guérilla dans le cadre global du respect des droits humains. Elle ne respecte pas le droit humanitaire international. Mais, dans le contexte colombien, j'aimerais bien savoir qui le respecte, à commencer par l'Etat qui devrait en être le garant !

Du fait de la fermeture totale de l'actuel gouvernement à une possible négociation, les canaux de communication ont été fermés, notamment à travers la qualification de « terroristes ».

Ces groupes, les FARC et l'ELN, avaient auparavant des émissaires passant régulièrement ici et là, à Paris, à Genève, à Bruxelles, à Madrid, qui pouvaient exposer leur position et établir des canaux de communication avec les diplomaties et les gouvernements. Tout cela est terminé. On ne les voit quasiment plus, ils sont devenus interdits de séjour, car « terroristes ».

Le fait d'avoir placé ces groupes de manière arbitraire sur la liste des « organisations terroristes » a un effet cliquet. Il y a un moment où l'on ne peut plus revenir en arrière. A partir de là, la seule solution pour la Colombie, c'est-à-dire la négociation - et une aide internationale à la négociation -, est devenue impossible.

Le journaliste uruguayen Raul Zibechi dit que « le contrôle territorial est la raison d'être » du conflit et qu' « avec le temps, à la lutte pour la terre en tant que moyen de production s'est substituée la défense du territoire » [4]. De nombreux mouvements sociaux et communautés (paysannes, afro-colombiennes, indigènes) développent des processus d'organisation et de mobilisation et affrontent pacifiquement la présence de groupes armés sur leurs territoires. Comment peut-on expliquer que les FARC fassent des victimes au sein des mouvements sociaux alors qu'ils pourraient, dans une certaine mesure, se rejoindre sur plusieurs revendications ?

On est souvent resté chez nous dans une vision romantique de la guérilla... Hélas, une guerre, c'est l'imposition d'un rapport de forces. La moindre faiblesse et l'ennemi vous tombe dessus ! Inutile de rêver à une guerre qui serait fraîche et jolie ! C'est précisément pour cela que seule une négociation peut sortir la Colombie du marasme.

Les guérillas, dans les zones sous leur contrôle, ont des méthodes brutales parce qu'il leur faut contrôler le territoire - une guerre ne s'est jamais faite autrement. Je ne connais pas une seule guerre où un belligérant dirait : « Bon, cool les mecs, on est sympas, on contrôle sans contrôler. » Impossible. Il s'agit d'une question de vie ou de mort. L'opposition armée ne va pas dire d'un seul coup, au bout de quarante ans, qu'en effet tout cela pose problème.

Les mouvements sociaux sont évidemment tout aussi coincés. A partir du moment où ils entrent en action, avec des méthodes démocratiques, on les accuse immédiatement d'être des suppôts de la guérilla. Ils ne disposent que d'un espace extrêmement limité, coincés qu'ils sont entre l'opposition armée et le gouvernement. Du coup, par exemple, la Colombie est devenue le pays du monde le plus dangereux pour les syndicalistes, qui ne sont pourtant pas, par nature, des agents de la guérilla. Pareil pour les défenseurs des droits humains.

Quand on regarde par exemple les communautés de paix qui essaient d'échapper au conflit, le gros des victimes

n'est pas imputable à la guérilla. En témoigne ce qui vient de se passer à Apartado [5] : ce sont les paramilitaires et l'armée qui en sont responsables. Les responsabilités en matière de violations des droits humains sont partagées dans le conflit mais pas à 50/50 entre, d'un côté, des fanatiques d'extrême gauche et, de l'autre, des fanatiques d'extrême droite. 20 % sont le fait de la guérilla - et c'est condamnable, on est d'accord là-dessus -, mais 80 % sont imputables au terrorisme d'état. Tant qu'on n'aura pas admis cela, on ne sortira pas du conflit.

Certains critiques des FARC affirment également que la guérilla a perdu toute idéologie, qu'elle est devenue davantage un groupe maffieux qu'un mouvement politique. Qu'en penses-tu ?

Dire que les jeunes combattants des FARC sont marxistes ne tient pas. J'ai assisté à une scène dans un campement des FARC lors d'une petite fête avec guitare et chants révolutionnaires. Les anciens ont commencé à chanter l'Internationale et les jeunes guérilleros sont restés là bouche-bée car ils ne connaissaient pas les paroles.

Cela étant, quand on discute avec des dirigeants, ils ont incontestablement un discours politique. Je rappelle que l'envoyé spécial des Nations Unies, James Lemoyne, qui vient d'ailleurs de se faire « jeter » il y a quelques mois de Bogotá par le gouvernement car il parlait un peu trop franchement, a dit que les guérillas colombiennes conservaient une « colonne vertébrale idéologique ».

Bien qu'ils continuent à se réclamer du marxisme léninisme, ce qui n'est plus vraiment à la mode, dans leurs discours, ils n'en sont plus là. Raul Reyes, qui était le négociateur des FARC lors des conversations avec le président Andrés Pastrana, le dit très clairement : « Le problème aujourd'hui, pour nous, n'est pas d'imposer un régime socialiste type Corée du Nord ou type Cuba mais d'instaurer des espaces démocratiques, d'obtenir des réformes ». Il ajoute que les FARC veulent arriver au pouvoir : par la voie des armes si nécessaire, mais, si c'est possible, par la voie démocratique. On n'est plus dans une logique maximaliste, il y a toujours un discours politique.

Il faut aussi rappeler que 47 diplomates européens, latino-américains, du Canada et de Cuba, des représentants de l'ONU et du Vatican notamment, sont allés rencontrer les FARC, le 8 mars 2001, à Los Pozos, à l'époque des négociations de paix avec Pastrana (1998-2002). Si ces gens n'étaient plus qu'un groupe de gangsters, on n'aurait jamais vu des diplomates se déplacer dans de telles conditions. Cela serait illogique. Si on discutait avec Al Qaeda, on enverrait des agents secrets, des types avec un profil particulier. On n'aurait pas 47 diplomates se pointant pour venir discuter. La thèse ne tient pas.

Cela n'empêche pas que, dans le contexte d'une guerre aussi terrible, il y a forcément, au sein de la guérilla, comme dans tout groupe armé ou toute formation militaire (ou policière), quelques fous furieux, des psychopathes, des assassins pathologiques. Même dans les groupes les plus « romantiques », il y a de grosses bavures, des crimes contre l'humanité, des types qui ont « pété les plombs ». On a cela aussi de temps en temps dans l'armée française, armée pourtant bien encadrée d'un pays démocratique - je ne parle même pas de la torture pendant la guerre d'Algérie. Je sais que je choque quand je dis cela, mais une guerre n'est jamais propre.

On lit et entend souvent aussi que le conflit colombien serait une guerre contre la population civile, comme s'il était étranger à la société colombienne. Es-tu d'accord avec cette vision des choses ?

Dans toute guerre, il y a deux types de victimes : les victimes armées et les victimes civiles. Qu'on me trouve un conflit où il n'y a pas eu de victimes civiles... Dresde, Hiroshima, le Vietnam, l'Irak de Blair, Bush et Berlusconi - sans oublier Saddam Hussein, cela va de soi... Je pourrais pousser plus loin : qu'est-ce qu'un guérillero ? C'est un civil qui a pris les armes parce qu'on a voulu lui imposer une exploitation insupportable. Qu'est-ce qu'un paramilitaire ? - je ne parle pas des idéologues bien sûr. C'est un jeune mec, un chômeur, dépourvu de tout, qui, en échange d'une somme modeste, va prendre un uniforme, une kalachnikov et massacrer qui on lui dit de massacrer. Ce n'est jamais qu'un

civil qui, dans les conditions sociales que l'on connaît en Colombie, est devenu un assassin.

La problématique des enlèvements a un lien direct avec cela. Pendant très longtemps, le conflit colombien s'est déroulé dans les campagnes, sur le front de colonisation agricole. Les victimes étaient uniquement des guérilleros et des soldats - qui eux aussi n'ont bien souvent trouvé que cela pour « gagner leur croûte ». Les classes moyennes se sont désintéressées du conflit. Par conséquent, la pratique des enlèvements, c'est, d'une part, une affaire de fric, mais c'est, d'autre part, aussi une volonté de dire à la population, et en particulier aux classes moyenne et haute, qu'elle ne peut pas se désintéresser de cette guerre : vous ne pouvez pas considérer que parce que vous êtes dans les villes, vous pouvez fermer les yeux.

On ne peut évidemment que s'incliner (et sans aucune hypocrisie) devant la douleur des victimes d'enlèvement et de leurs familles, comme devant toutes les victimes, mais, tant qu'on n'aura pas compris qu'un conflit armé doit être analysé politiquement si on souhaite y mettre un terme, il y aura effectivement des victimes innocentes. Et ce ne sont pas de discours « moralisateurs » qu'on a le plus besoin...

Tu rejettes donc cette idée de guerre contre la population civile ?

Qu'est-ce qu'on peut et doit reprocher aux FARC ? Bien souvent, ils font beaucoup de victimes civiles avec leurs mortiers artisanaux. Cela tombe à droite, à gauche, sur des civils. Mais ils ne déposent pas de bombes dans les supermarchés ou ne font pas sauter, comme en Irak, des voitures piégées. La logique de ces groupes armés n'est pas, par définition, d'attaquer les civils.

On n'est plus à l'époque où la guérilla pouvait par la persuasion se gagner de larges secteurs de la société civile. Pourquoi ? Parce que le conflit a trop duré. Les populations savent d'expérience que si elles s'engagent au côté des FARC et de l'ELN, elles seront victimes des pratiques abominables du terrorisme d'Etat. Ce qui n'empêche pas que certains, et beaucoup plus qu'on n'imagine, le font. Par ailleurs, le mur de Berlin s'est écroulé. Ayant perdu leur nord idéologique, les intellectuels, les universitaires, la gauche traditionnelle se sont distanciés de la guérilla, à la fois à cause de ses méthodes mais aussi en pensant que, du fait de la chute du communisme, rien de cela n'avait plus aucun sens. On nous dira que les guérillas devraient en tenir compte. Le problème, c'est qu'une guerre c'est comme un TGV lancé à pleine vitesse, tu ne l'arrêtes pas d'un seul coup. Il faut sept kilomètres pour arrêter un TGV. Qu'on applique la comparaison à un conflit vieux de plus de 50 ans où des milliers de « camarades » ont perdu leur vie pour leur engagement ! Même s'il y a une prise de conscience que les conditions ont changé, tu ne dis pas d'un seul coup : « Voilà, on arrête tout, on ferme la boutique ». C'est une guérilla où sont engagées plusieurs générations, il y a des grands-pères, des pères et des fils. On ne peut demander objectivement à ces gens-là de tout stopper sans avoir en échange une garantie, sans les assurer qu'à une table de négociation avec le gouvernement ils obtiendront une profonde réforme de rapports sociaux faits d'injustice et d'inégalité.

Je ne suis pas en train de défendre les groupes armés d'une manière inconditionnelle. Je suis pleinement conscient de la cruauté du conflit colombien. Mais on ne peut pas au nom de la démocratie dire aux guérillas colombiennes, votre combat n'a plus de sens, il est même devenu criminel au regard de l'idéal démocratique, arrêtez tout, tout est fini, alors même qu'au Venezuela où un président a été élu démocratiquement et tente de mettre en place des réformes ardemment réclamées par la masse des déshérités, on tente de le renverser en avril 2002, on le déstabilise. Comment va-t-on leur faire croire en la démocratie dans ces conditions-là ?

Post-scriptum :

Notes :

[1] Voir : www.betancourt.info.

[2] Les groupes « contre-révolutionnaires » financés, armés et entraînés par Washington pour déstabiliser, depuis le Honduras, le pouvoir sandiniste au Nicaragua dans les années 80.

[3] Président colombien de 1982 à 1986.

[4] Raul Zibechi, "Militarisme et mouvements sociaux", RISAL (www.risal.collectifs.net), avril 2005.

[5] L'assassinat de 8 paysans, dont 3 enfants.